

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1749

Rubrik: [Impressum]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Club compte une représentation dans 28 pays, dont une pour la Suisse, installée en 2005 auprès de l'EPF-Zurich et bientôt placée sous l'égide de Dieter Imboden,

président du Conseil national de la recherche. Parmi les cent personnalités des mondes scientifique, économique et politique membres du Club, on compte quatre Suisses, dont

l'ancien conseiller fédéral Kurt Furgler et Konrad Ostervelder, récent président *ad interim* de l'EPFZ et désormais recteur de l'Université des Nations Unies à Tokyo.

Pour comprendre et contrer les divagations du capitalisme

Un livre qui donne un semblant d'espoir

Jean-Daniel Delley (29 septembre 2007)

Les péripéties de l'économie mondiale vous donnent le tournis, les rémunérations des dirigeants des grandes entreprises vous scandalisent, la bourse vous paraît aussi incompréhensible que l'énigme du Sphinx?

Plongez-vous sans tarder dans le petit livre de Patrick Artus et Marie-Paule Virard, *Le capitalisme est en train de s'autodétruire* (La Découverte/Poche). En 130 pages et dans un langage accessible, les auteurs décortiquent les dérèglements du capitalisme contemporain. Non pas pour condamner l'économie de marché, mais pour montrer comment elle pourrait contribuer à améliorer le sort du plus grand nombre.

Le paradoxe? Sur la planète, l'argent coule à flot. Mais l'épargne mondiale ne crée pas suffisamment de richesses durables. L'exigence de création de valeur pour les actionnaires a pris une telle importance que les entreprises ne vivent plus que dans le court terme. Afin d'atteindre des

taux de rentabilité des fonds propres démesurés – 15 à 20% –, la part revenant aux salaires est comprimé au profit des bénéficiaires. D'où la faiblesse de la demande et le moindre besoin en investissements de capacité. Les entreprises ne manquent pas d'argent; elles l'utilisent sans souci d'une croissance durable: rachat de leurs propres actions pour en augmenter le cours, dividendes élevés, opérations financières risquées, voir malhonnêtes. Alors que dans le même temps la croissance économique s'essouffle.

Sur les marchés financiers, le petit porteur a cédé la place aux intermédiaires – fonds d'investissement et de pensions, sociétés d'assurance –, en concurrence féroce pour acquérir des portefeuilles.

Dans leurs décisions, ces acteurs font preuve d'un mimétisme parfait: même composition de leurs portefeuilles, mêmes choix qui rejettent les rendements inférieurs à la moyenne. Cette obsession du court terme est

encouragée par des régulations publiques inadéquates qui fixent des règles communes aux investisseurs, quel que soit leur horizon temporel. Autant il est raisonnable d'exiger d'un investisseur à court terme qu'il dispose rapidement de liquidités, autant il est absurde d'imposer cette règle à un fonds de pension qui travaille dans le long terme. En accusation aussi les nouvelles règles comptables internationales, trop tournées vers le court terme.

Bref, un capitalisme allergique aux projets à long terme et qui ne fournit pas en suffisance des revenus consommables – emplois et salaires – ne peut survivre longtemps. A moins que les pouvoirs publics reviennent aux sources du libéralisme: le marché n'est pas une arène où s'affrontent des prédateurs, mais une organisation civilisée de l'échange fondée sur des règles sociales. Le capitalisme à la dérive suscitera-t-il le retour du politique?